

EFFET DE LA TRANSNATIONALISATION SUR LES MOUVEMENTS SO-CIAUX INDIGÈNES AU BRÉSIL : UNE ANALYSE SELON LES THÉORIES D' ALISON BRYSK

Léa Lebeaupin-Salamon

▶ **To cite this version:**

Léa Lebeaupin-Salamon. EFFET DE LA TRANSNATIONALISATION SUR LES MOUVEMENTS SO-CIAUX INDIGÈNES AU BRÉSIL : UNE ANALYSE SELON LES THÉORIES D' ALISON BRYSK. O Cosmopolítico, 2017. hal-03601368

HAL Id: hal-03601368

https://univ-sorbonne-nouvelle.hal.science/hal-03601368

Submitted on 25 Nov 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho. 2017

EFFET DE LA TRANSNATIONALISATION SUR LES MOUVEMENTS SOCIAUX INDIGÈNES AU BRÉSIL : UNE ANALYSE SELON LES THÉORIES D'ALISON BRYSK

*Léa Coraline Joséphine Lebeaupin**

Resumé: Les populations indigènes d'Amérique latine, souffrant du manque de représentativité dans leurs pays respectifs, luttent quotidiennement pour la reconnaissance de leurs droits. Cependant, lorsque certaines luttes sont marginalisées et sont concentrées dans les sphères locales ou nationales, d'autres parviennent à constituer un véritable mouvement transnational. Grâce à l'aide d'organisations internationales, d'acteurs extérieurs ou de mouvements internationalisés, certains mouvements réussissent à se hisser sur la scène internationale. Ainsi, les populations indigènes surmontent leurs manque de ressource pour faire évoluer les politiques publiques. Se basant sur les théories d'Alison Brysk, il s'agit alors d'analyser l'effet de la transnationalisation de ces mouvements sociaux sur la prise en compte des revendications. Pour appuyer ces théories de transnationalisation des mouvements sociaux, l'article revient sur de nombreux cas de mobilisations indigènes au Brésil.

Mouvements sociaux indigènes; droits humains; transnationalisation de l'action collective; politiques publiques indianistes; empowerment.

Resumo: Os povos indígenas da América latina, sofrendo da falta de representatividade nos países respetivos, lutam quotidianamente para o reconhecimento dos direitos. Mas quando algumas lutas estão sendo marginalizadas, e concentradas nas areas locais ou nacionais, outras lutas conseguem a se constituir como movimento transnacional. Graças à ajuda de organizações internacionais, atores exteriores ou movimentos transnacionais, alguns movimentos vão lutar na cena internacional. Desse jeito, as populações indígenas superam a falta de recursos para transformar as políticas publicas. Baseado na obra de Alison Brysk, *From tribal village to global village*, o objetivo é de analisar o efeito da transnacionalização dos movimentos sociais na consideração das reivindicações.Para apoiar essas teorias a transnacionalização dos movimentos sociais, o artigo volta em alguns estudos de casos de mobilizações indígenas

* Mestranda em Estudos internacionais e europeus; Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle e Universidade Federal de Santa Maria UFSM; lea.lebeaupin@gmail.com

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

no Brasil.

Direitos indígenas; direitos humanos; transnacionalização da ação coletiva; políticas publicas indígenas; empowerment.

En 1992, 500 ans après la "découverte" par les Européens du continent américain, une large campagne de mobilisations autour des conditions de vie des populations indigènes est organisée au Brésil, "*500 years of Resistance*". Il était question pour les activistes de lutter pour la reconnaissance des luttes indigènes, de montrer les conséquences négatives de l'occupation des terres et ainsi de faire un état des lieux de la représentation, des conditions de vie et de l'évolution des droits indigènes. À cette occasion les associations représentatives ont cherché des soutiens à l'international, notamment en Europe. Pour cela, il a fallu construire une identité pan-indigène, c'est à dire un mouvement multinational, autonome, détaché des structures étatiques, basé sur l'initiative des populations natives du continent. Pourtant, la construction d'une telle identité commune ne va pas de soi, puisque les peuples indigènes ont des histoires et des langues différentes, des cultures hétérogènes. La constitution de cette identité se fait autour des luttes communes, des revendications, des guerres contre l'impérialisme et de l'accaparement des terres.

Alison Brysk, dans son livre *From Tribal Village to Global Village*, tente de comprendre la formation de cette symbolique, ses bienfaits et les enjeux de la transnationalisation des revendications. Son livre a été écrit en 2000, il est le résultat d'un long travail de recherche dans 5 pays d'Amérique Latine : l'Équateur, le Brésil, le Mexique, le Nicaragua et la Bolivie. Alison Brysk est une politiste américaine, spécialiste de l'internationalisation des Droits de l'Homme. Elle est diplômée de Philosophie, et de Science Politique et a travaillé lors de sa thèse sur l'impact des mouvements de Droits de l'Homme après la dictature en Argentine. Elle enseigne désormais à l'université de Californie. Elle a écrit une dizaine de livres sur les droits de l'Homme en Amérique Latine, l'internationalisation du droit ou encore sur les politiques publiques en matière de contre-terrorisme.

L'objectif de ce livre est de montrer comme un groupe social sous-représenté, dispersé, luttant pour la reconnaissance de droits différents ont été capables de s'imposer sur la scène internationale et d'acquérir un poids politique. Elle s'attarde à montrer comment les peuples indigènes peuvent se réinventer pour rapidement interagir avec le monde moderne et faciliter leur entrée dans le village global. Ils deviennent alors des acteurs efficaces de la globalisation et auront plus de potentiel pour créer des stratégies de réécriture de leurs droits. Les recherches au Nicaragua, Equateur, Mexique, Brésil et Bolivie lui sont utiles pour fonder ses hypothèses sur des études de cas précises et ainsi représenter les situations variées de cette internationalisation des mouvements indigènes.

Pour comprendre les enjeux du livre, il est nécessaire de comprendre les ancrages théoriques qu'utilisent l'auteure. La notion de village tribal renvoie traditionnellement à celle de communauté[1] . La communauté partage un espace géographique, une identité culturelle,

1 Page 5

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

des valeurs, et réagit aux événements de manière semblable. C'est une communauté imaginée au sens de Benedict Anderson[2] . Un des objectifs de cet ouvrage est de montrer comment ce village tribal s'est transformé en un village planétaire, global. Ce processus de globalisation est décrit comme une tendance sur le long-terme qui aboutit à l'accroissement des interconnexions entre les peuples, leurs futurs et leurs institutions. Pour Brysk, la transformation du village tribal aboutit à une interconnexion culturelle et politique[3] . L'État-Nation cependant, reste l'unité principale d'organisation politique. Mais le rôle, la force et le découpage des frontières sont flous, affectés par le déclin des capacités de l'État, la croissance des connaissances des citoyens et la montée de l'activisme. Pour parler de village global, Alison Brysk reprend la notion définie en 1967 par Mac Luhan[4] selon laquelle les moyens de communication modernes et la communication instantanée ont unifié le monde, faisant de toutes les micro-sociétés une seule, où se confondent les cultures et les espaces en un seul village.

Dans cet article, nous nous intéresserons aux avantages de la transnationalisation pour les mouvements indigènes et nous essaierons de comprendre comment l'internationalisation des luttes et l'intervention d'acteurs extérieurs permettent une amélioration des conditions de vie réelles ainsi qu'une meilleure prise en compte des luttes. Se basant sur le livre d'Alison Brysk, nous répondrons dans un premier temps à la question du pouvoir politique des citoyens marginalisés et à la façon dont les populations natives sont parvenues à surpasser leur manque de ressources. Puis, il s'agira de comprendre comment l'action des acteurs internationaux permet une revendication à plus grande portée. Et enfin, nous observerons les changements réels apportés par la transnationalisation des luttes. Pour mieux comprendre les enjeux de ces différentes questions, nous utiliserons les études de cas présentées par Brysk sur la situation brésilienne ainsi que des connaissances personnelles sur les luttes plus contemporaines des indigènes au Brésil.

Comment des citoyens marginalisés et sans pouvoir politique parviennent-ils à dépasser leur manque de ressources pour imposer le changement ?

Un groupe qui peine à se constituer en tant que mouvement social

Il existe 40 millions d'indigènes en Amérique Latine, ce qui représente moins de 10% de la population totale. Le pourcentage de population se considérant indigène par rapport au nombre total d'habitants varie énormément d'un pays à l'autre : 75% en Bolivie; moins d'1% au Brésil. Cependant, une variable reste commune : l'extrême pauvreté dans laquelle vit ces populations autochtones. Selon la Banque Mondiale, en Bolivie, 68% des populations autochtones vivent sous le seuil de pauvreté, 87% au Guatemala et 79% au Pérou[5] . L'écart de taux d'alphabétisation entre les indigènes et les autres groupes ethniques est énorme, l'espérance

2 Benedict Anderson, *Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, Verso Books, 1983.

3 Page 12

4 Mac Luhan, *The Medium is the Massage*, Penguin Books, 196

5 Voir tableau page 256 : *The state of Indian rights in selected Latin American States*, 1992

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

de vie des Indiens du Brésil était en 1995 de 42,6 ans, et la malnutrition 2 fois plus élevée que dans le reste du pays. Ces populations ont sans cesse été victimes de violations des droits de l'homme, et socialement marginalisés. Dans les années 1980, ces violations augmentent, en partie à cause de la crise de la dette, qui force les États à privatiser les terres indiennes et à les revendre à des investisseurs agricoles ou industriels. Les mouvements de démocratisation dans les pays concernés n'ont pas amélioré la situation des groupes marginalisés puisque l'on n'observe pas de meilleure représentativité politique de ces groupes. Aucun de ces pays ne met en place de système de représentation basé sur l'ethnie. Traditionnellement, la réponse des peuples indigènes à ces abus était l'isolation. Si l'on reprend la classification de Hirschmann des réponses aux problèmes qui nous confrontent, ces groupes marginalisés répondaient par "*l'Exit*"[6] . Ainsi, peu à peu le fossé s'est creusé entre la les nouvelles administrations et les populations indigènes. Elles se sont éloignés des institutions, des marchés, des États. Cependant, dans les années 90, les groupes indigènes sont parvenus à une meilleure représentation politique, ce qui vaut à Alison Brysk l'affirmation suivante : "*Malgré les nombreux problèmes, les indiens d'Amérique Latine sont parvenus à faire des progrès notables, sur le long terme, en une seule génération* [7]".

Les premiers succès des revendications transnationales

Au milieu des années 1990, 70% des indiens d'Amazonie appartiennent à une organisation représentative [8]. Le changement s'est effectué rapidement. Ces habitants souvent définis comme des citoyens de seconde-classe et qui ne s'identifiaient à leur État-Nation ont commencé à établir des revendications communes et à célébrer leurs différences culturelles. Une nouvelle génération d'intellectuels indigènes urbanisés s'est constituée et ont contribué à cette montée de la prise de conscience et à la multiplication des ressources pour se mobiliser. L'augmentation des techniques de communication ont été un facteur important dans les relations entre populations indigènes et dans l'internationalisation des luttes. De plus, les années 1990 ont vu de nombreux citoyens de pays extérieurs venir dans ces régions indigènes : anthropologistes, journalistes, volontaires… Ces acteurs joueront un rôle crucial dans le succès des premières revendications transnationales, nous analyserons ces enjeux dans un second temps. La transformation de l'État et la nature du régime influencent largement la façon dont les groupes sociaux vont pouvoir se mobiliser. Voilà pourquoi la montée des mouvements indianistes coïncide largement avec l'ouverture des régimes autoritaires. C'est une des conditions de l'internationalisation des luttes indigènes. Les mouvements exercent un pouvoir global lorsque leurs revendications parviennent à dépasser les frontières.

Selon la définition de Darnovsky, Epstein et Flacks[9] , les mouvements sociaux sont

6 Albert Hirschmann, *Exit, voice and Loyalty: responses to Decline in Firms,* Organizations and States, Harvard University Press, 1970

7 *Despite tremendous ongoing problems, LA's indigenous peoples have made notable relative, long-term gains in a single generation*, Page 20.

8 Page 66

9 Darnovsky, Epstein, Flacks, Cultural Politics and Social Movements, Temple University Press, 1995.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

des efforts collectifs par des activistes politiques ou sociaux, qui défient les conditions et les présupposés de vie. Ils sont persistants, modelés et diffusent largement les défis collectifs jusqu'au Statu Quo. Ils diffèrent des principaux modes de représentation par leurs objectifs, leur identité collective, l'orientation politique et l'utilisation des ressources communes. Selon Brysk, ils veulent plutôt reformuler les politiques publiques qu'accumuler le pouvoir politique. Les mouvements sociaux parviennent à intégrer les arènes politiques internationales grâce à leurs réseaux à l'international. L'État étant faible dans la prise en compte de leurs revendications, le pouvoir d'action des groupes de mobilisation est important. La première rencontre mondiale en faveur des groupes autochtones sera la conférence des Barbados en 1971, où l'auto-determination des peuples sera défendue par les anthropologues. S'en suivra de nombreuses autres rencontres, et la constitution du *World Council of Indigenous Peoples* par exemple.

L'apport des politiques identitaires

"Les indiens d'Amazonie, qui sont les plus pauvres et ont le moins de contrôle politique par rapport aux propriétaires terriens ont toutefois mieux réussi dans les politiques nationales, grâce à leurs politiques identitaires et leur liens solides [10]". Alyson Brysk semble très positive quant à l'effet des politiques identitaires sur la transnationalisation des luttes. Elle adopte une vision très constructiviste des Relations Internationales. Les mouvements sociaux indianistes ont émergé en tant que mouvement social identitaire. La construction de l'identité est une étape à part entière du mouvement social. Selon Hunt, Benford et Snow[11] , l'identité est produite par les activités de *Framing* et la constitutions de revendications claires, comme l'auto-détermination. Les cultures se transforment et se soudent pour créer des outils de revendications. Le rôle des leaders charismatiques est fondamental dans la création de cette identité symbolique. Selon Chase Smith[12] , les peuples indigènes, grâce à cette politique particulière, sont plus organisés que les guérillas, partis politiques ou groupes d'intérêts. Les mobilisations collectives en général, et les mouvements indianistes en particulier, émergent des communautés auto-définies et évoluent au sein d'unités politiques d'interaction et de mobilisation. Les communautés sont les groupes constituants des mouvements sociaux. Selon la CONAIE, la confédération des nationalités indigènes d'Équateur, la communauté partage une histoire, un langage, une culture et un territoire[13] . La reconnaissance de cette identité collective à l'international est importante pour pouvoir construire un agenda politique de cette communauté imaginée et reconnaître qu'elle existe pour contrer les projets la menaçant. Par exemple dans la cas du Brésil, Davi Yanomami s'est imposé en tant que leader de sa région, pour défendre des intérêts communs, alors que les cultures étaient très différentes. Les

10 Page 32

11 Hunt, Benford, Snow, *New Social movements - From ideology to identity*, 1994, Temple University Press.

12 Chase Smith, *The dialectics of Domination in Peru*, 1982, Cambridge Press.

13 Page 56, Suite de la définition : *yet there is a complex of traits characteristic of indigenous cultures and tribal societies around the world. Most have a sacred relationship with nature, strong kinship structures including past generations, an emphasis on reciprocity within the community, a non linear sense of time, diffuse authority relationships, and a high value for harmony and balance.*

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

groupes partagent des *meanings*, un pouvoir qui consiste en une relation de confiance entre des individus des groupes ou des sociétés pour former une conscience commune. On attend des groupes une réponse à des normes collectives[14] , l'adoption d'un comportement approprié pour interagir en tant que communauté. Selon Brysk, ces politiques constructivistes contrastent avec les théories des mouvements sociaux traditionnels telles que la mobilisation des ressources de Tilly ou la théorie du choix rationnel de Lichbach[15] . Cependant, Brysk semble minimiser les tensions liées à la construction symbolique de l'identité au sein des populations indigènes.

Grâce à la mise en place de politiques identitaires, les mouvements sociaux indigènes sont parvenus à s'imposer sur la scène internationale, dans un contexte qui leur était favorable. Cependant, sans l'intervention des acteurs extérieurs, cette percée aurait été plus compliquée.

Le rôle des acteurs extérieurs dans la transnationalisation des mouvements indigènes

Ce que font les grandes organisations internationales aux mouvements sociaux indigènes

L'État a eu longtemps du mal à s'imposer dans les territoires d'Amazonie et il existait de nombreux vides juridiques et institutionnelles quant à la gestion des territoires tropicaux[16] . Traditionnellement, c'est alors les multinationales qui vont combler cette absence de l'État. Les grandes firmes européennes vont s'accaparer les terres en Amazonie, vendues par l'État pour construire des routes, des ports, des barrages ou des mines[17] . C'est alors au sein d'un monde dirigé par la recherche de profit et de pouvoirs qu'émergent les mouvements transnationaux indigènes. Les leaders prennent conscience du besoin de se tourner vers l'extérieur[18] . Pour Garner[19] , Les mouvements indianistes ont été typiquement des mouvements de l'ère moderne : ils sont basés sur l'identité de la communauté, ont le regard tourné vers l'international, sont composés de réseaux et d'organisations internationales, et ont une base culturelle très forte. Les *advocacy networks* servent de pont entre les peuples indigènes et les réseaux transnationaux. Ces réseaux de plaidoyers sont nés à la fin des années 70 avec l'organisation de conférence sur la cause indigène mais se sont multipliés avec la fin des régimes

14 Finnemore, "Norms, culture and world politics : insights from sociology institutionalism", *International Organizations*, 1996.

15 Page 35

16 "*The State shined by its absence*", selon un analyste qui s'est entretenu avec Brysk, Page 109.

17 Pour plus d'informations sur ce sujet, voir Hall (dir.), "Global impact local action, New environmental Policy in Latin America", *Institute for the study of Americas*, 2005.

18 Page 109, entretien avec un leader indigène, 1995 : "*international présence has helped our development, and the state has never done anything for us*".

19 Garner, "Transnational Movements in Post Modern Society", *Peace Review* 6, n*4, P427-434.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

autoritaires. Pour Sikkink[20] , un réseau de plaidoyer transnational est un groupe d'acteurs défendant la même préoccupation, qui ont des valeurs communes et échangent intensément des informations et des services. Les mouvements forment alors des alliances, échangent des informations et font la promotion des stratégies internationalistes. Les normes internationales qui définissent le caractère souverain de l'État atteignent difficilement les mouvements indigènes. C'est pourquoi les réponses aux demandes des indiens émergent la plupart du temps de nouvelles normes, d'organisations internationales ou non gouvernementales. Pour les réalistes, le pouvoir des normes internationales peut refonder la vision du monde et le comportement des États à l'international. Dans ces cas, le plus influent groupe de plaidoyer, Cultural Survival, a joué un rôle fondamental. En organisant des événements, en finançant des projets d'auto-développement et en jouant le rôle de lobby à l'international, la fondation a joué le rôle d'intermédiaire avec la Banque Mondiale, la banque de développement américaine AID et autres organisations internationales. La Banque Mondiale, qui a financé de nombreux projets de développement, s'est peu à peu inspirée des recommandations d'autres groupes internationaux pour promouvoir un développement plus moral. Finalement, à travers des politiques d'internationalisation et d'identité, les communautés indigènes ont gagné de la voix dans le village global. Un groupe indigène qui parvient à mobiliser au-delà des frontières, grâce aux *advocacy networks*, acquiert un poids important pour négocier son auto-determination.

Rôle des Epistemic communities dans la dénonciation des abus

Pour Peter Haas[21] , les communautés épistemiques sont des réseaux de professionnels ayant une expertise reconnue, des compétences dans un domaine particulier et un pouvoir autoritaire sur les changements de politiques publiques à travers leurs domaines d'expertise. Dans le cas des mouvements transnationaux pour les droits indigènes, les avocats, anthropologues, traducteurs, scientifiques et membres de l'église ont joué un rôle clé pour formuler des recommandations aux organisations internationales, pour promouvoir l'autonomie ou la participation. Ils se chargent de collecter des faits ou des idées des peuples et de les transmettre au village global. Ils sont devenus les portes-drapeaux, le lien entre le village tribal et le village global. Dans le cas du Brésil, les travaux des anthropologues comme Darryl Posey au sein du peuple Kayapó ou Napoleon Chagnon avec les Yanomami ont permis aux politiques nationales de se pencher sur les problèmes indigènes et de créer la FUNAI (Fondation gouvernementale pour l'Indien). De nombreux observateurs étaient présents lors de la délibération pour la Constitution de 1988 (qui inclue 3 articles (67, 231, 232) sur les droits indigènes). Les missionnaires catholiques servant en tant que traducteurs ont également participé au mouvement identitaire et à la création de revendications. C'est également l'Eglise catholique qui, en 1983, lança la campagne pour la réforme agraire au Brésil. L'Eglise dans

20 Sikkink, "Human Rights, Principled Issue-Networks, and Sovereignty in Latin America", *International Organization* 47, P411-441.

21 Hass, "Epistemic Communities and International Policy Coordination", *International Organization*, 1992.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

le cas brésilien est plus qu'un partenaire mais forme un réseau de courtiers pour repousser les limites du pouvoir politique. Grâce aux réseaux d'activistes à l'international, les groupes indigènes sont parvenus à créer leurs propres mouvements transnationaux, à l'image des confédérations régionales, comme la COICA, la Confédération des Indiens du bassin amazonien, qui regroupe les revendications de plusieurs peuples. Ils ont pu acquérir du capital social, au sens de Putnam : des réseaux, des normes, et de la confiance, qui facilitent la coordination et la coopération pour un bénéfice mutue[22]l .

L'impact de l'opinion publique internationale dans les changements de politique publique

En 1988, les Kayapó, accompagnés d'anthropologues organisent une grande réunion pour contester le projet de barrage Belo Monte à Altamira. L'événement de 5 jours attira plus de 600 indigènes, bien plus de journalistes, ainsi que le chanteur Sting, des parlementaires européens et le pape qui envoya également son soutien. Quelques semaines plus tard, le prêt de la Banque Mondiale pour financer le méga projet hydroélectrique[23] fut stoppé. Dans ce cas, l'opinion publique internationale a été le facteur de la reconsidération des problèmes liés au barrage. Tel a été le cas également pour les Yanomami. Avant 1992, l'État avait résisté aux pressions des indigènes et continuaient de défendre les intérêts stratégiques de la région et considérait le groupe comme un obstacle au développement. Mais leurs plaintes révélées au sommet de la Terre de 1992 ont contraint le gouvernement à attribuer un plus grand financement, par la FUNAI notamment pour protéger le peuple indigène. Même si selon les théories réalistes des Relations Internationales les États sont souverains sur leur territoire, la pression internationale des organisations internationales, de l'opinion publique ou l'effet d'imitation des pays voisins jouent un grand rôle de persuasion dans les changements de politiques publiques[24] . Pour Risse, Ropp et Sikkink, il existe de nombreux exemples de cas où les violations des droits de l'homme ont été prises en compte. Les dirigeants s'important de leur image auprès des autres dirigeants et sur la scène internationale peuvent changer les politiques publiques pour améliorer leur réputation. Les programmes de Responsabilité Sociale des Entreprises, influencés par la pression des consommateurs peuvent aussi améliorer la situation des Indiens dans certains cas, comme celui du Body Shop[25] . L'opinion publique demande aux États, aux firmes multinationales et aux grands organismes financiers une politique d'*accountability*. Lors des manifestations contre le projet Grande Carajas au Brésil, financé par la Banque Mondiale, les ONGs de l'hémisphère Nord et groupes de pression Etats-Uniens ont demandé des comptes à la banque sur les conséquences sociales et environnementales d'un tel projet. Suite à cela, l'organisme a créé un département de surveillance sur la protection des indigènes et un comité de surveillance environnementale dans les projets qu'elle finance.

Globalement, depuis la fin des années 90, il y a une meilleure prise en compte des

22 Putnam, *Making Democracy works*, Princeton University Press, 1993.

23 Turner, "*an Indigenous Peolple's struggle for socially Equitable and Ecologically Sustainable Production : The Kayapó Revolt against Extractivism*", Tjournal of Latin American Anthropology, 1995.

24 Risse, Ropp, Sikkink, *The Power of Principles : International Human Rights Norms and domestic Change*, Cambridge University Press, 1999.

25 Étude de cas de la RSE de la marque The Body Shop, Page 182.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

violations des droits de l'homme lorsqu'il s'agit de groupes indigènes, grâce au rôle actif des *Advocacy Networks* qui influencent l'opinion publique et ainsi les États eux-mêmes[26] . Cependant, même si ces pressions internationales parviennent à transnationaliser les mouvements sociaux et ainsi leur donner une plus grande portée, Brysk est extrêmement positive sur l'impact de la société civile, qui n'est pourtant pas vecteur de changements politiques. La société civile ne remplace pas l'État et la volonté politique.

La transnationalisation pour faire évoluer les politiques publiques indigènes

L'apport de la transnationalisation aux revendications indigènes

La question principale qui se pose lors de la lecture de ce livre est de savoir si la transnationalisation des mouvements sociaux apporte réellement des améliorations dans les conditions réelles des peuples indigènes. De plus il est important de comprendre ce que la transnationalisation change aux mouvements sociaux, et si les mêmes progrès auraient été possibles par des mouvements sociaux nationaux. Selon Brysk, l'internationalisation est un moyen créé pour et par les groupes indianistes afin de défendre les droits de l'homme. Elle montre tout au long de son ouvrage que les mouvements qui ont fait des appels et des campagnes à l'international ont plus rapidement réussi à faire prendre conscience des besoins, notamment lors des campagnes de pression contre les grandes organisations internationales, comme la Banque Mondiale. Ainsi, depuis la fin des années 90, il persiste une présence continue de ressources et d'acteurs internationaux afin de s'assurer d'une meilleure propagation des messages. En comparant les différents cas de mobilisations, il est vrai que plus le degré d'internationalisation est important, plus le groupe aura des chances de faire changer les politiques publiques rapidement[27] . Nous pouvons observer ce phénomène avec deux cas de barrages en Amazonie brésilienne. Alors que les mobilisations ont été beaucoup plus importantes et violentes à Jaci Parana, sur le barrage de Jirau, les revendications des riverains du projet Belo Monte ont été beaucoup plus entendues par le gouvernement et la FUNAI. En effet, les *advocacy networks* du site de Belo Monte ont réussi à faire de leur cause une cause internationale. Pour Keck et Sikkink[28] , pour parvenir à percer sur la scène internationale, les groupes doivent se construire une identité, un agenda commun, changer leurs discours pour un message unifié, et ainsi pouvoir changer les institutions. La transnationalisation du mouvement change en profondeur la nature même du mouvement.

Comment développer l'empowerment des communautés indigènes ?

L'empowerment est le processus d'apprentissage pour l'accumulation de pouvoirs poli-

26 *Sur ce point voir Julie Stewart, When Local Troubles become transnational : The transformation of a guatemalan human rights movement*, 1996.

27 Brysk prénomme les groupes qui conservent des revendications seulement nationales de "dogs that didn't bark", Page 248.

28 Keck, Sikkink, *Activists beyond borders*, Cornell University Press, 1998

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

tiques, qui mène à l'autonomisation des peuples[29] . Ce processus est fondamental pour permettre aux peuples indigènes un meilleur pouvoir d'action sur le long-terme, une émancipation des *epistemic communities* et autres *advocacy networks*. Il faut alors se questionner sur les changements de politiques publiques et si celles-ci sont réellement représentatives des besoins des populations concernées. Avec des changements ciblés, cet *empowerment* pourrait se développer et permettre le retrait des acteurs extérieurs. Alison Brysk dans son livre est très positive sur le rôle des acteurs extérieurs et sur les progrès qui permettront l'auto-détermination sur le long terme. Pour elle, les mouvements indianistes influencent la création et le contrôle des nouvelles normes. Cependant, les traités internationaux tels que ceux de l'Organisation Internationale du Travail, bien que mis en place et adopté par les pays concernés, ne change pas réellement la situation des peuples indigènes. Sans procédure de sanctions en cas de violations, les traités ne sont que des normes supplémentaires qui ne participent en rien à l'*empowerment* des populations marginalisées. Les activistes indigènes doivent parvenir à défier les règles de droit et la souveraineté toute puissante de l'État-Nation pour encourager à une meilleure gestion des identités ethniques et une prise en compte plus responsables des frontières mouvantes en territoires indigènes. Il est vrai que les mobilisations et luttes ont augmenté. Les chiffres de la représentativité par exemple ont bénéficié d'une croissance exponentielle : de 1982 à 1992, le nombre d'ONGs indianistes est passé de 14 à 130. De plus, les groupes indigènes ont désormais un statut particulier à l'ONU pour prendre place aux délibérations les concernant. Cependant, il nous semble plus important de développer l'auto-determination, les capacités d'autonomie, l'éducation des leaders, pour parvenir à un *empowerment* durable. Ainsi, comme le dit Brysk, les mouvements transnationaux, qui font désormais partie intégrante du répertoire d'action indigène, souffrent souvent d'un "*manque d'autorité, de structure hiérarchique et de représentation pour s'émanciper* [30]". La transnationalisation stimule l'organisation et la création d'identité commune mais rend flou les hiérarchies. Les difficultés que les groupes indigènes rencontrent pour choisir un chef ou les problèmes de corruption et le manque de financement par exemple participent à cette approximation.

De grandes avancées ?

Tout au long de son ouvrage, Alison Brysk analyse les succès des populations indigènes dans la transnationalisation de leurs luttes. Effectivement, grâce à l'interférence des réseaux de plaidoyers, les grandes organisations internationales ont incorporé à leurs politiques des volets spécifiques aux peuples sous-représentés, tel que l'a fait la BID, l'AID ou la commission européenne. Seulement, le fait que les groupes indigènes soient invités à des conférences et que leurs leaders puissent présenter les dangers des mégaprojets dans les commissions de l'ONU n'améliorent pas de facto leurs conditions de vie. Les peuples indigènes ont gagné en représentation, en protection, et en reconnaissance des violations des droits de l'homme. Cependant, ils demeurent les plus pauvres d'entre les pauvres. Ils souffrent toujours autant des inégalités, de la discrimination et du manque d'éducation. Au Brésil par exemple, la situ-

29 Bacqué, Biewener, L'empowerment, une pratique émancipatrice. La découverte, 2013, 175 p.
30 Page 275

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

ation des indigènes d'Amazonie est meilleure que dans les années 90. Cependant, beaucoup sont encore en danger, et les pressions économiques pour l'exploitation de l'Amazonie sont grandissantes. La FUNAI, organisme défendant leurs droits, est régulièrement accusée de corruption, d'inefficacité, et souffre d'un manque de financement. 80% des terres indigènes sont actuellement réclamées par les propriétaires terriens pour le développement agricole de la région, et les massacres sont encore trop nombreux. De plus, ils ne bénéficient pas encore de représentation au sein d'institutions démocratiques.

Lorsque Rigoberta Menchu's a reçu le prix Nobel de la paix en 1992 pour son implication dans la défense internationale des droits indigènes, les activistes y voyaient une avancée extrême dans la reconnaissance de droits spécifiques pour les peuple marginalisés. Mais plus de 25 ans plus tard, nous pouvons observer que les données sur les conditions de vie réelles des indigènes ne se sont pas améliorées de façon considérable.

Bibliographie

ANDERSON, Benedict, ***Imagined Communities. Reflections on the Origin and Spread of Nationalism***, Verso Books, 1983.

BACQUÉ, Marie-Hélène, BIEWENER, Carole, ***L'empowerment, une pratique émancipatrice, La découverte***, 2013, 175 p.

CHASE SMITH, Richard, ***The dialectics of Domination in Peru***, 1982, Cambridge Press.

DARNOVSKY, Marcy, EPSTEIN, Barbara, FLACKS, Richard, ***Cultural Politics and Social Movements***, Temple University Press, 1995.

FINNEMORE, Martha, ***Norms, culture and world politics : insights from sociology institutionalism***, International Organizations, 1996.

Garner, Roberta, ***Transnational Movements in Post Modern Society***, Peace Review 6, n*4, P427-434.

HALL, Anthony (dir.), ***Global impact local action, New environmental Policy in Latin America,*** Institute for the study of Americas, 2005.

HASS, Peter, ***Epistemic Communities and International Policy Coordination***, International Organization, 1992.

HIRSCHMAN, Albert, ***Exit, voice and Loyalty: responses to Decline in Firms, Organizations and States***, Harvard University Press, 1970.

O Cosmopolítico - ISSN 2318-9711 -v. 4 n.2 junho 2017

KECK, Margaret, SIKKINK, Kathryn, ***Activists beyond borders***, Cornell University Press, 1998.

MAC LUHAN, Marshall, ***The Medium is the Massage***, Penguin Books, 1967

PUTNAM, Richard, ***Making Democracy works***, Princeton University Press, 1993.

RISSE, Thomas, ROPP, Stepehn, SIKKINK, Kathryn, ***The Power of Principles : International Human Rights Norms and domestic Change***, Cambridge University Press, 1999.

SIKKINK, Kathryn, ***Human Rights, Principled Issue-Networks, and Sovereignty in Latin America***, International Organization 47, P411-441.

STEWART, Julie, ***When Local Troubles become transnational : The transformation of a guatemalan human rights movement,*** Mobilization: an international Quarterly, 2004.

TURNER, Terence, ***An Indigenous People's struggle for socially Equitable and Ecologically Sustainable Production : The Kayapó Revolt against Extractivism***, Journal of Latin American Anthropology, 1995.